Dossier

Emmanuelle Veuillet

L'ancrage comme condition. Encastrement et territorialisation de mouvements armés d'opposition au Soudan du Sud

À partir d'une analyse des mouvements de rébellion établis dans la région d'Équatoria-Occidental depuis le début de la guerre civile sud-soudanaise, cet article explore le rôle joué par l'ancrage territorial sur la trajectoire de ces groupes armés. Cet article démontre en quoi cet ancrage territorial se traduit par un encastrement spécifique des groupes armés au cours de la guerre, avec la construction, l'entretien et la mobilisation de ressources d'autochtonie particulières, centrales pour l'organisation et la survie des mouvements de rébellion. L'article montre également de quelle manière cet encastrement favorise la reproduction de l'ordre social préexistant aussi bien au sein de leur organisation que dans les territoires qu'ils contrôlent.

« Le conflit était en train de se répandre, il fallait être prêt, le gouvernement pouvait être renversé. » Jackson[1] est un ancien membre d'un groupe d'autodéfense local constitué pour protéger les terres contre la venue de troupeaux de bétail autour de Mundri à partir de 2005. Il contribue dès 2014 à remobiliser avec d'autres les habitant·e·s de sa région :

> « Les gens sont venus nous parler, de Juba ou d'ailleurs, des militaires pour certains. Ils sont venus nous parler, nous informer en secret, nous particulièrement les jeunes du coin qui avons le cœur robuste. Nous connaissions les problèmes, il fallait trouver une solution et nous tenir prêts. Après avoir reçu ces informations, je suis allé à mon tour informer les jeunes de mon quartier, mais sans le dire ouvertement à tout le monde. […] Les gens ont commencé à s'armer, se préparer, jusqu'à ce que le conflit éclate ici[2]. »

Entre mai et juillet 2015, plus d'une année après le déclenchement de la guerre civile à Juba, une série d'incidents font basculer la région d'Équatoria-Occidental

1. Dans cet article, j'ai anonymisé la quasi-totalité des enquêté·e·s afin de garantir leur sécurité, et de respecter le choix formulé par elles ou eux au moment de l'entretien en choisissant un pseudonyme. Cependant, pour certaines personnalités publiques dominantes, j'ai laissé leurs noms complets dans les citations d'entretien, de même lorsqu'il s'agit de la description de faits et d'événements que je considère être de notoriété publique, dès lors que les informations données ne les mettaient pas directement en danger, ou *a minima* leur emploi et leur intégrité.
2. Entretien avec Jackson, Kedi'ba, janvier 2019.


SHOUT
SHARE
IT

dans le conflit. Face à des attaques menées par les mouvements d'opposition et des groupes d'autodéfense, ou suspectées de l'être, une violence indiscriminée, perpétrée par les forces de sécurité gouvernementales et leurs alliés, s'abat sur une population locale désormais considérée comme ennemie.

Les événements de 2015 amènent ainsi l'ensemble des mouvements d'opposition qui s'étaient formés dans différentes parties de la région à sortir de la clandestinité. À la fin de l'année 2015, l'ensemble des groupes s'étaient rassemblés sous la bannière du principal groupe national d'opposition, le Sudan's People Liberation Movement-in-Opposition (SPLM-IO, Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition) dit « IO », formé par Riek Machar[3] après le déclenchement de la guerre à Juba. Cette alliance avec le SPLM-IO relevait, selon les protagonistes, de considérations politiques et stratégiques, afin d'assurer la sécurité de leur mouvement. En tant que membres du SPLM-IO, ces groupes participèrent aux différentes médiations et négociations entamées au niveau national, et se conformèrent aux appels au cessez-le-feu ainsi qu'aux injonctions à prendre part à l'intégration au sein des forces armées après la signature d'un accord de paix fin 2018. Toutefois, en dépit de ce ralliement à un même mouvement d'opposition, les groupes sont demeurés particulièrement fragmentés et encastrés dans les territoires qu'ils occupent. Alors que cette affiliation à un mouvement national aurait pu impulser une logique de déterritorialisation et de désenclavement, j'observe à l'inverse un encastrement territorial et social qui a eu tendance à se renforcer tout au long du conflit. En prenant ces groupes armés d'opposition en Équatoria-Occidental comme cas d'étude, cet article souhaite interroger l'ancrage territorial des mouvements de rébellion, afin d'explorer, d'une part, comment se traduit concrètement cet ancrage et, d'autre part, son rôle dans l'organisation, le maintien et la survie des groupes d'opposition.

La littérature consacrée aux mouvements de rébellion et à la gouvernance rebelle est particulièrement riche. Ces recherches ont notamment permis de mettre en lumière le rôle joué par les dynamiques de recrutement et de participation, les formes d'organisation interne, le rapport à une idéologie donnée, dans la structuration des groupes et de leurs institutions, dans le type de relations établies avec les populations civiles comme dans l'usage de la violence[4]. Ces travaux montrent également comment l'évolution de ces organisations

3. Ancien vice-président limogé en juillet 2013 par Salva Kiir, il retrouva le poste de vice-président en 2016 pendant quelques mois avant que le conflit ne reprenne. Depuis 2020, il occupe de nouveau cette position avec la formation du gouvernement de transition.

4. C. Geffray, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990 ; J. M. Weinstein, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; A. Arjona, *Rebelocracy: Social Order in the Colombian Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016 ; A. Shah, *Nightmarch: Among India's Revolutionary Guerrillas*, Londres, Hurst, 2018 ; T. Raeymaekers, K. Menkhaus et K. Vlassenroot, « State and Non-State Regulation in African Protracted Crises: Governance without Government? », *Afrika Focus*, vol. 21, n° 2, 2008, p. 7-21 ; Z. C. Mampilly, *Rebel Rulers: Insurgent Governance and Civilian Life during War*, Ithaca, Cornell University Press, 2011.

politiques et militaires d'opposition reste fortement déterminée par les modalités de construction et de mobilisation initiales du groupe, et également par la manière dont les groupes composent et interagissent avec leur environnement social immédiat[5].

Cet article a pour ambition de contribuer à cette littérature en plaçant au cœur de l'investigation l'ancrage territorial des groupes. Peu problématisé au sein de cette littérature, l'ancrage territorial fut généralement assimilé au degré de territorialisation des groupes armés, voire à la seule localisation géographique de leurs institutions. Dans cet article, je définirai plutôt l'ancrage territorial comme une relation entretenue avec un espace local en tant qu'à la fois lieu de mémoire et de formation d'identités, lieu de pratiques politiques et de concurrences sociales spécifiques[6]. Ce faisant, l'ancrage territorial est davantage pensé comme une relation spécifique à un territoire dont les acteur·rice·s héritent pour partie et qu'ils et elles participent très largement à (dé)construire et à (re)produire dans le temps. En adoptant une approche de sociologie politique, il est possible de mettre en avant les stratégies de construction, de mobilisation et de reproduction d'un ancrage territorial qui est loin d'être acquis[7]. Les travaux menés autour du capital d'autochtonie ont ainsi montré comment les ressources spécifiques tissées par et au travers du local sont loin de se réduire à un capital spatial ou à une simple ressource vernaculaire[8]. Le capital d'autochtonie est un capital construit qui repose sur un travail conscient des acteur·rice·s engagé·e·s dans la préservation de capital social et symbolique à partir desquels le capital d'autochtonie se constitue[9], et dont la valeur dépend de l'échelle ou de l'espace dans lequel il est mobilisé[10].

Dans la lignée de ces approches, je souhaite mettre en lumière, d'une part, différentes dimensions et manifestations de cet ancrage territorial. Il s'agira notamment de montrer comment cette relation au territoire s'incarne à travers des liens de sociabilité et d'interconnaissance, ainsi que d'une culture et de

---

5. J. M. Weinstein, *Inside Rebellion…*, *op. cit.*; K. Schlichte, *In the Shadow of Violence: The Politics of Armed Groups*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2009; A. Shah, « The Intimacy of Insurgency: Beyond Coercion, Greed or Grievance in Maoist India », *Economy and Society*, vol. 42, n° 3, 2013, p. 480-506; D. Chebli, *« Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de révolution ». Itinéraire du Mouvement national de libération de l'Azawad dans la guerre du Mali*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2021.

6. J.-L. Briquet et F. Sawicki, « L'analyse localisée du politique », *Politix*, n° 7-8, 1989, p. 6-16.

7. C. Le Bart et R. Lefebvre (dir.), *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005; J.-L. Briquet et L. Godmer, « Introduction. Les pratiques de l'ancrage politique: formes et mutations » *in* J.-L. Briquet et L. Godmer (dir.), *L'ancrage politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2022, p. 9-24.

8. J.-N. Retière, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, 2003, p. 121-143; N. Renahy, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2010; Q. Schnapper, « L'économie symbolique du capital d'autochtonie. Commerce et formes distinctives d'appartenance locale dans un bourg péri-urbain », *Genèses*, n° 127, 2022, p. 105-128.

9. J.-N. Retière, « Autour de l'autochtonie… », art. cité.

10. F. Ripoll, « Du "capital d'autochtonie" au "capital international". Penser la structuration scalaire des capitaux et des espaces sociaux », *Sociologie*, vol. 14, n° 1, 2023, p. 71-87.

mémoires politiques particulières, qui deviennent de potentielles ressources et obstacles pour le groupe. D'autre part, je souhaite montrer comment cet ancrage est devenu un élément déterminant de la trajectoire prise par les groupes armés, conditionnant le rapport entre la rébellion et les populations des territoires occupés, ainsi que l'expérience de la rébellion pour celles et ceux engagé·e·s au sein du mouvement.

Ainsi, dans une première partie, je reviendrai sur les ressorts locaux de la mobilisation et le rapport à l'héritage politique local des mouvements de rébellion et de leurs membres. Puis, dans une seconde partie, j'interrogerai les dynamiques de territorialisation des groupes au cours du conflit ainsi que les effets de cette inscription territoriale sur leur organisation. Enfin, dans une dernière partie, je montrerai comment cet ancrage territorial s'est également traduit par une forme d'encastrement spécifique.

Se focalisant sur trois branches locales du SPLM-IO de la région d'Équatoria-Occidental, établies autour de Maridi, Mundri Ouest et Est, l'argumentation présentée s'appuie sur une cinquantaine d'entretiens conduits en arabe de Juba et en anglais avec des combattant·e·s et des dirigeant·e·s de ces groupes ainsi qu'avec des personnes engagées dans les institutions rebelles, en plus d'observations menées dans plusieurs zones administrées par ces groupes de rébellion entre 2017 et 2022, ce matériau ayant été collecté dans le cadre d'une recherche doctorale portant sur les différentes mobilisations armées survenues dans la région et les processus d'accumulation établis au cours et à la suite de ces conflits.

Les ressorts locaux d'une mobilisation réussie

Après les affrontements de décembre 2013 à Juba et face à une insécurité croissante dans la région d'Équatoria-Occidental, un travail de mobilisation conduit par des natifs de la région y a permis l'implantation, dès la fin 2014, de mouvements de rébellion. Les conflits fonciers et les violences d'État que subissaient les populations rurales nourrirent la construction d'un cadre de références et d'un imaginaire en faveur de la rébellion. Les leaders de ces groupes parvinrent non seulement à remobiliser, mais aussi à dépasser cet héritage politique pour faire émerger un mouvement d'opposition aux ambitions non strictement locales.

Entre conflictualités antérieures et présentes : retour du bétail, tensions foncières et criminalisation de l'identité rurale

En 2014, la région d'Équatoria-Occidental a connu un regain de tensions, notamment suite au retour en masse de troupeaux de bétail depuis les régions voisines. Cette nouvelle occupation des terres par le bétail a abouti aux mêmes dynamiques d'accaparement que durant la décennie passée, menaçant ainsi la

survie des communautés locales. L'incapacité des autorités à remédier à l'insécurité créée n'était pas sans lien avec le fait que ce bétail était en grande partie la propriété de personnes appartenant au gouvernement et à l'armée.

Dès le début de l'année 2014, les affrontements entre les forces gouvernementales et le SPLM-IO ont eu pour effet de provoquer de nouvelles migrations des populations des régions voisines et de leur bétail. Selon les chiffres donnés par les autorités d'Équatoria-Occidental et différentes ONG, sur la seule année 2014, plus de 45 000 têtes de bétail seraient venues de Bor vers les localités de Djorobe et Bangolo[11], en plus des 25 000 têtes venues de Lakes et des 45 000 têtes venues de Jongleï qui s'établirent au sein des *counties* de Mvolo et Maridi[12], ces estimations ne dénombrant que les éleveurs empruntant les routes officielles. La région d'Équatoria-Occidental redevint ainsi une zone de repli, particulièrement pour les propriétaires et les éleveurs de bétail – essentiellement dinka – originaires des régions voisines de Jongleï, de Lakes et de Northern Bahr el Ghazal, comme ce fut le cas au cours de la guerre de Libération (1983-2005).

Cette arrivée en masse du bétail ne fut pas appréhendée d'un bon œil par les habitant·e·s, qui se remémoraient les conflits passés[13]. En plus d'arriver en nombre, ces éleveurs dinka étaient très bien armés, avec des munitions « fournies en masse », afin de surveiller un bétail appartenant aux « gens haut placés[14] », comme me l'explique Andrew, chef coutumier dans les territoires du sud de Mundri où une grande partie d'entre eux s'installa[15]. Ces arrivées ne tardèrent pas à créer de fortes tensions, notamment en raison des destructions de champ mis en culture et de l'absence de coopération des éleveurs concernés, comme le raconte cette employée d'une ONG locale à Mundri : « Ils ne voulaient pas aller au tribunal, ils ne voulaient pas entendre les jugements et suivre les décisions. Les gens qui se plaignent des destructions [commises par le bétail] se voient directement opposer une arme[16]. » En plus de ces destructions, plusieurs habitants disparurent alors qu'ils se rendaient dans les forêts où s'étaient installés les troupeaux.

Ces incidents incitèrent les autorités locales et régionales à intervenir. En juin 2014, le gouverneur de l'État d'Équatoria-Occidental convoqua une conférence à Mundri, rassemblant les *commissioners* et les chefs coutumiers de Maridi, Mundri Est, Mundri Ouest et Mvolo (les *counties* les plus touchés par l'arrivée du bétail), les chefs des campements de bétail présents, des membres du

11. S. Okoth, *Equatoria Conflict Assessment Case Study: Livestock Diseases and Movement as Conflict Trigger in Greater Equatoria, South Sudan*, Washington D. C, USAID, 2015, p. 22.
12. Y. A. Gebreyes, *The Impact of Conflict on the Livestock Sector in South Sudan*, Juba, FAO South Sudan, 2016, p. 61.
13. Sur ces conflits, voir E. Veuillet, « Le grain contre le bétail : la contestation d'un ordre sociopolitique imposé. Relecture des conflits agropastoraux de la région de Mundri, au Soudan du Sud », *Revue internationale des études du développement*, n° 243, 2020, p. 89-113.
14. Dit « *Nas kubarein* » en arabe de Juba.
15. Entretien avec Andrew, chef coutumier dans les territoires du sud de Mundri, Juba, décembre 2021.
16. Entretien avec une employée d'une ONG locale, Mundri, janvier 2019.

gouvernement national et des représentant·e·s de la mission de l'ONU au Soudan du Sud (MINUSS). Il y fut notamment décidé que le bétail venu des régions voisines devait partir. Or cette résolution resta lettre morte et les tensions ne firent que croître. Les mois suivants, plusieurs personnes furent assassinées à la suite d'altercations avec des éleveurs, des maisons et des villages brûlés et pillés, générant de nouvelles vagues de déplacement des populations locales[17]. En janvier 2015, une nouvelle « Conférence pour la paix » fut convoquée, aboutissant à des résolutions proches de celles actées en juin 2014, mais le rapatriement du bétail demandé ne fut jamais effectif.

Dès l'année 2015, la guerre s'étendit à l'Équatoria-Occidental. Les populations rurales devinrent en outre la cible d'une nouvelle violence d'État, pratiquée par l'armée gouvernementale, assistée par certains groupes de la communauté dinka. Cette violence faisait de toute personne non-dinka ou équatorienne, native de la région ou perçue comme telle, une cible potentielle. Puis, confronté à la nécessité de s'assurer des soutiens au sein des communautés locales, le gouvernement revint sur sa politique de contre-insurrection initiale et affina le ciblage mené par ses forces armées. Ainsi, les personnes identifiées comme « rurales » ou « villageoises[18] », et particulièrement les « jeunes hommes ruraux », devinrent des cibles privilégiées. Les villes étaient considérées comme les lieux du gouvernement tandis que les villages et les « périphéries » étaient les lieux de la rébellion, des zones de non-droit qui devaient être punies. Cette criminalisation des « villages » s'est traduite par des niveaux de violence différenciés selon les territoires. Les populations rurales subissaient un harcèlement continu des forces de sécurité, des pillages fréquents et la destruction de leurs biens. C'est ce que me décrit Lyn, *commissioner* pour la branche du mouvement de rébellion SPLM-IO située au sud de Mundri, dans notre entretien : « Ici, chaque année ils pouvaient venir brûler, détruire les maisons des gens, et voler la nourriture, les récoltes des gens. Les pillages étaient systématiques[19]. » Cette réification de l'opposition « ville/village », loin d'être nouvelle, rappelait la dichotomie adoptée par les régimes précédents, que ce soit le pouvoir colonial britannique ou le gouvernement soudanais, dans le cadre de la lutte contre les rébellions passées[20]. Ces différentes expériences de violences conféraient une nouvelle signification à l'ancrage des habitant·e·s et à leur rapport à l'autochtonie.

17. L. de Vries, *"The Government Belongs to other People." Old Cycles of Violence in a New Political Order in Mundri?*, Washington D. C, USAID, 2015 ; A. Boswell, *Conflict in Western Equatoria*, Genève, HSBA, 2016.
18. Nous utilisons le terme de « villageois·e » comme opposé de la personne résidant en ville.
19. Entretien avec Lyn, Mundri, janvier 2019.
20. C. Leonardi, *Dealing with Government in South Sudan: Histories of Chiefship, Community and State*, Woodbridge, James Currey, 2013, p. 153-155 ; Ø. H. Rolandsen et N. Kindersley, « The Nasty War: Organised Violence During the Anya-nya Insurgency in South Sudan, 1963–72 », *The Journal of African History*, vol. 60, n° 1, 2019, p. 87-107.

De l'autodéfense à la rébellion: transformation d'un héritage contestataire

Dans ce contexte marqué par une insécurité croissante, de nouvelles mobilisations prirent forme, et ce dès 2014. Les conflits engendrés par la présence du bétail et, plus largement, les violences que les populations rurales subissaient constituèrent les principaux motifs mis en avant par les initiateurs de la mobilisation et futurs leaders de la rébellion.

Au cours de l'année 2014, deux mouvements d'opposition clandestine virent le jour. Autour de Mundri, se constitua un premier groupe autour de Wesley Welebe, ancien leader d'un groupe d'autodéfense (Nyarangos) opposé à la présence d'éleveurs venus du Bor qui s'étaient installés dans la région au cours de la guerre de Libération. Du côté de Maridi, fut fondé le Remnasa (Revolutionary Movement for National Salvation, Mouvement révolutionnaire pour le salut national), une guérilla organisée autour de réseaux locaux émanant pour partie d'organisations vigilantes préexistantes. Les initiateurs de ces mouvements concentraient leur discours de mobilisation sur le retour en masse du bétail, sur les comportements hostiles des éleveurs les accompagnant, ainsi que sur l'insécurité croissante dans les villes[21]. La présence du bétail inquiétait même les plus jeunes qui n'avaient pas connu les conflits des années précédentes, à l'instar de Roman, qui avait 16 ans lorsqu'il s'engagea en 2014 au sein de groupes présents autour de Maridi :

> « En 2014, il y avait des éleveurs, des Dinka qui amenaient leur bétail. Ils peuvent mettre leur bétail n'importe où, détruisant les terres qu'ils traversent. Et s'ils vous trouvaient, ils pouvaient vous frapper ou vous tirer dessus. Ils ont même tué des gens ! […] Tu ne peux rien faire. Tu ne peux rien dire. Et le gouvernement ne fait rien. C'est pourquoi on a dû se mobiliser[22]. »

La rhétorique mobilisée par Roman n'est pas sans rappeler celle mobilisée par les groupes d'autodéfense formés durant la décennie passée : le bétail restait un enjeu et une source de menace bien réelle pour les habitant·e·s de ces régions, en plus de la violence du gouvernement. Les sentiments d'injustice, d'abandon et de défiance vis-à-vis du gouvernement que les mobilisations précédentes avaient déjà pour partie cristallisés furent réactivés[23]. Ces sentiments, ancrés dans les mémoires, rejaillirent du fait des différentes formes d'insécurité subies et formèrent une base solide pour la mobilisation, comme le souligne David, un des responsables du Remnasa à Maridi : « On pouvait sentir qu'on était des citoyens de seconde ou de troisième classe. Quand nous sommes venus pour mobiliser,

21. Entretiens avec différents responsables de la mobilisation sur la période 2014-2015, Maridi, Mundri, septembre-octobre 2019, octobre 2020.
22. Entretien avec Roman, Maridi, octobre 2018.
23. P. Larzillière, « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », *Cultures et conflits*, n° 110-111, 2018, p. 157-177.

la situation était propice au changement. Les gens en avaient marre de l'insécurité et de l'impunité dont certains bénéficiaient[24]. »

Les leaders de ces mouvements se sont également appuyés sur les structures préexistantes des groupes d'autodéfense. À Mundri, le lien était d'ores et déjà établi et personnifié par Wesley Welebe, qui remobilisa les groupes Nyarangos au profit cette fois du mouvement de rébellion. À Maridi, l'objectif des leaders du Remnasa fut également de se lier aux anciens groupes d'autodéfense, comme les Katiba Danga du Nord de Maridi, mobilisés contre les attaques du groupe rebelle ougandais Lord's Resistance Army (LRA, Armée de résistance du Seigneur) entre 2007 et 2009[25]. Mobiliser ces réseaux permettait d'élargir leur rang avec des personnes territorialement proches, partageant des problèmes similaires et déjà formées au combat, même de manière rudimentaire. Une majorité des postes à responsabilité au sein de ces mouvements de rébellion ont été occupés par d'anciens vigilants ou membres des groupes d'autodéfense.

Néanmoins, si ces réseaux ont aidé à structurer la mobilisation, les personnes recrutées étaient loin de se limiter aux personnes déjà engagées par le passé. Les leaders des groupes de Mundri comme de Maridi avaient pour ambition de créer des mouvements de rébellion qui iraient bien au-delà des structures d'autodéfense préexistantes et des revendications localisées, comme le précise Wesley Welebe lors de notre entretien :

> « Combattre le bétail n'est pas suffisant. Quand tu te bats contre le bétail, tu te bats contre les Dinka et si tu combats les Dinka, c'est comme si tu combattais le gouvernement, qui enverra ses forces pour te combattre. Donc pourquoi ne pas combattre directement le gouvernement et le renverser[26] ? »

De la même manière, les leaders du Remnasa ne considéraient pas qu'ils menaient un combat local contre le bétail, mais envisageaient plutôt leur lutte armée comme un moyen de changer les structures politiques en place. Comme l'expliqua Manase, ancien cadre de l'administration militaire présent dans la mobilisation depuis 2014 avec le Remnasa, il fallait « guider les Sud-Soudanais·e·s » afin que ce conflit soit perçu comme « un problème national dont la solution ne serait ni ethnique ni locale, mais nationale[27] », en envisageant notamment l'établissement « d'un système fédéral et démocratique[28] ».

Or, pour impulser de tels projets politiques, il incombait à ces leaders de recadrer l'héritage local de la lutte afin d'affirmer un agenda distinct pour la rébellion. Les imaginaires de lutte préexistants devaient notamment être dé-localisés et réinscrits dans une lutte contre le gouvernement : le problème n'était plus les

24. Entretien avec David, un des responsables du Remnasa à Maridi, Juba, décembre 2020.
25. Le nom *Katiba Danga* est la traduction arabe du nom *Arrow boys* donné aux groupes ougandais engagés contre la LRA, avec qui ils partageaient le même type d'armes, à savoir des arcs et des flèches.
26. Entretien avec Wesley Welebe, Juba, octobre 2020.
27. Entretien avec Manase, Juba, décembre 2021.
28. *Ibid*.

éleveurs, les Dinka ou leur bétail en Équatoria-Occidental, mais le gouvernement et son système. Ce passage du local au national, qui était loin d'être évident, fut facilité par la position adoptée par les forces militaires gouvernementales, comme l'explique Samson, qui rejoignit le mouvement en 2014 :

> « Au début, on ne voulait pas combattre le gouvernement. On voulait seulement chasser les Dinka présents avec leur bétail de nos terres. Mais dès qu'on a commencé à les attaquer, le gouvernement a rejoint le conflit. Le gouvernement a donné des armes, des munitions, des uniformes. Je t'assure, des uniformes complets pour les civils présents dans le campement de bétail. De là, tu vois que si tu combats le bétail, tu combats les Dinka, et si tu combats les Dinka, tu combats le gouvernement[29]. »

Ces combats étaient désormais perçus par la majorité des personnes mobilisées et des populations rurales comme indissociables, à l'image de ce *commissioner*, officier dans l'opposition, qui affirmait avec malice que bétail, Dinka et gouvernement formaient une « Sainte Trinité[30] ». Ce cadre d'interprétation multiscalaire permettait aux habitant·e·s de ces territoires de faire un lien entre leurs expériences et celles d'autres Sud-Soudanais·e·s, et de comprendre la dimension nationale de l'engagement des groupes rebelles présents.

Une impossible sortie du territoire

Au cours de la guerre, les mouvements de rébellion établis en Équatoria-Occidental firent tous le choix de se rassembler sous la bannière du SPLM-IO. Cette alliance avait été pensée par leurs leaders comme un moyen de se désenclaver, en plus d'accéder à de nouveaux soutiens matériels et financiers. Or, jusqu'à l'accord de paix de 2018[31] et la formation du gouvernement national de transition en 2020, les mouvements sont restés sous-dotés, fragmentés et très fortement territorialisés – rendant cette alliance illusoire pour beaucoup. Le territoire qu'ils occupaient devint la première et souvent leur seule ressource, les contraignant ainsi à se territorialiser davantage pour assurer leur survie.

Une unification en trompe-l'œil, une fragmentation qui persiste

Le choix de s'allier à la principale force d'opposition du pays obéissait à un même raisonnement stratégique : face à la répression, ils ne pourraient survivre

29. Entretien avec Samson, Mundri, octobre 2019.
30. Entretien avec un *commissioner*, Mundri, octobre 2019.
31. Accord de paix signé en octobre 2018 entre le gouvernement et les principales forces d'opposition, notamment le SPLM-IO.

sans un accès à des soutiens et à des ressources plus importantes. Alors que le groupe de Wesley Welebe rejoignit le SPLM-IO dès 2014, les leaders du Remnasa furent plus réticents vis-à-vis de cette alliance. L'agenda politique qu'ils poursuivaient n'était pas, selon eux, celui du SPLM-IO, qu'ils jugeaient « sectaire » et pas assez clair idéologiquement. Cependant, la pression gouvernementale et le manque critique de logistique les contraignirent à mettre ces différends de côté, « c'était un compromis que nous faisions, ce n'était pas notre choix idéal[32] », comme le souligne David, ancien leader du Remnasa. L'union au sein du SPLM-IO devenait une nécessité stratégique tout autant qu'un enjeu matériel.

Sur un plan pratique, ce ralliement se traduisit par l'intégration de leurs forces et de leur commandement au sein d'une même structure militaire et politique. Ainsi en Équatoria-Occidental, l'ensemble de ces mouvements de rébellion furent intégrés au sein d'un même « secteur militaire », qui se décomposait en deux divisions, puis en brigades et en bataillons.

Or, cette unification du mouvement était loin de mettre fin à la territorialisation initiale des groupes. Tout d'abord, la structuration des brigades comme des bataillons reprit plus ou moins à l'identique l'assise territoriale initiale des groupes rebelles intégrés : les limites des brigades suivaient les frontières géographiques des groupes et de leurs foyers initiaux de mobilisation. Les forces intégrées à ces brigades SPLM-IO pouvaient ainsi rester sur leur territoire sans jamais avoir à rejoindre le quartier général de leur division.

De plus, les divisions politiques d'avant-guerre ont également représenté un obstacle pour la déterritorialisation des groupes et leur unification. Par exemple, autour de Maridi, les groupes affiliés au SPLM-IO ont refusé de s'unir en une même brigade en dépit des décisions actées par le SPLM-IO. Une même brigade se retrouvait ainsi divisée en deux bases, l'une au nord, comprenant le commandement initialement formé par le Remnasa, et l'autre au sud, sous le commandement de responsables en majorité originaires des villages du Sud de Maridi et mobilisés autour de Charles Badegbere, leader des groupes vigilants préexistant (Katiba Danga). Ce refus de s'unir résultait d'une méfiance tenace entre commandants originaires du Nord et du Sud de Maridi, elle-même héritée d'oppositions politiques locales qui préexistaient au conflit. Les commandants des forces localisées dans le Nord considéraient leurs forces comme les seules activement engagées dans le conflit contre le gouvernement et refusaient d'avoir à rejoindre le Sud. Ils craignaient que cette unification ne les desserve et démobilise leurs forces, et que celle-ci ne soit qu'une tentative pour prendre le contrôle, comme l'expliquent plusieurs commandants du Nord Maridi lors de nos discussions[33]. Plus précisément, cet ordre d'aller vers le sud était interprété par les forces basées au nord et

32. Entretien avec David, un des responsables du Remnasa à Maridi, Juba, décembre 2020.
33. Entretiens avec différents commandants du Nord Maridi, Juba, décembre 2020, Maridi, octobre 2019 et novembre 2020.

originaires de ces zones comme une manière pour les groupes du Sud d'assurer leur domination sur elles.

L'ensemble des responsables originaires du Sud de Maridi, appartenant au groupe baka, étaient soupçonné·e·s et accusé·e·s de poursuivre un agenda politique caché, semblable à celui mis en œuvre avant-guerre qui visait à confisquer le pouvoir politique et à perpétuer la marginalisation des populations du Nord, ici majoritairement morukodo. De fait, les Baka avaient occupé, depuis au moins l'époque postcoloniale, une position privilégiée au sein de l'élite politique locale, se targuant d'être les véritables autochtones de cette région. Les populations morukodo, quant à elles, avaient largement été exclues de la représentation au sein de l'État. Si ces dernières ne pouvaient tolérer une énième discrimination ethnique, les commandants baka niaient ces accusations et disaient refuser l'agenda « tribal » et « sectaire » de leurs camarades[34]. Ainsi, l'engagement au sein d'un même mouvement d'opposition et autour d'un même agenda politique n'estompa pas les clivages politiques et identitaires locaux, ni leur enclavement territorial.

Un mouvement de rébellion sous-doté

Au cours du conflit, la non-matérialisation de cet appui militaire et financier promis par le SPLM-IO aux brigades locales, en plus d'une logistique et de ressources très limitées, ancra encore davantage les groupes territorialement.

Le soutien matériel et financier attendu de l'intégration au SPLM-IO ne s'est jamais pleinement matérialisé, comme me le raconte Wesley Welebe, devenu à partir de 2015 commandant des forces IO du secteur :

> « Ce n'était vraiment pas à la hauteur de nos attentes. Sérieusement… À Nairobi [en 2014], j'ai compris que l'IO avait des soutiens très sérieux, et notamment du Soudan. Si ce soutien nous était parvenu, nous aurions été bien mieux lotis ! Avec ces armes et ces munitions, on aurait fait des merveilles[35] ! »

Si les raisons d'une telle absence de soutien ne peuvent être établies de manière certaine, l'ensemble des groupes rebelles basés en Équatoria-Occidental n'ont de fait bénéficié que d'un soutien très limité de la part de l'appareil central du mouvement, voire d'aucun, comme l'atteste Jenty, une des responsables au sein des brigades de Mundri Est : « Il n'y a pas eu d'argent venu d'en haut, je n'ai rien vu comme argent qui serait venu de l'IO. C'est nous sur le terrain qui nous débrouillions pour trouver nos propres ressources et acheter des munitions[36]. » Dans les campements, cette précarité matérielle était particulièrement

34. Entretiens avec des commandants baka, Yambio, novembre 2020.
35. Entretien avec Wesley Welebe, Juba, octobre 2020.
36. Entretien avec Jenty, Mundri, octobre 2019.

visible : pas d'équipements militaires adéquats, pas d'uniforme, pas d'armes, en plus d'un manque général d'infrastructures[37]. Si certain·e·s combattant·e·s rejoignirent l'opposition avec une arme, la majorité dut récupérer armes et munitions au cours d'opérations contre les forces armées gouvernementales, quand celles-ci n'étaient pas directement achetées.

Au cours de nos discussions, les plus âgé·e·s comparaient cette guerre avec la guerre de Libération et leur expérience au sein de la SPLA (Sudan People's Liberation Army, Armée populaire de libération du Soudan). Les programmes d'aide, les bourses d'étude, les formations militaires comme professionnelles mises en place par les partenaires humanitaires et les pays étrangers dont avaient pu bénéficier les forces de la SPLA en leur temps, l'IO n'en disposait pas. De même, l'aide humanitaire et les services d'urgence établis par les ONG dans les zones contrôlées par l'opposition en Équatoria-Occidental ne représentaient pas de manne financière particulière pour les combattant·e·s et ne constituaient pas non plus un soutien pérenne pour établir leur administration.

Cette marginalisation des groupes locaux au sein du SPLM-IO, associée à leur extraversion limitée, contraignit très largement leur développement. Tout d'abord, le manque de moyens logistiques et d'armement limita l'ampleur de la lutte armée menée et des attaques lancées, comme l'explique Hachim, un des commandants des forces basées au sud de Maridi :

> « On n'a jamais visé l'armée à Maridi, le quartier général, car nous avions nous-mêmes des problèmes de logistique, nous n'avions pas assez. On avait des forces suffisantes mais pas assez de munitions ni d'armes. […] On menait des petites attaques, plus loin[38]. »

De plus, ce manque de ressources entravait une potentielle coordination entre les forces, ce qui empêchait, d'une part, les brigades de mener des opérations conjointes et, d'autre part, la circulation des combattant·e·s entre brigades et divisions[39]. Les brigades étaient de fait relativement éloignées les unes des autres, avec une distance moyenne de 100 kilomètres difficilement franchissables au regard des routes forestières que les forces étaient obligées d'emprunter du fait de la répression et de la surveillance du gouvernement[40]. Comme l'explique Harry, un des responsables du renseignement militaire dans la zone de Mundri Ouest : « La majorité des gens que tu trouves dans une force sont originaires de la localité où se trouve la force. […] C'était comme ça, c'était pas un choix. Tu vois, la logistique a empêché de faire le regroupement des troupes[41]. » Même au

37. Notes de terrain, Maridi et Mundri, janvier, avril et mai 2018 et janvier 2019.
38. Entretien avec Hachim, un des commandants des forces basées au sud de Maridi, Yambio, novembre 2020.
39. Entretiens avec des responsables militaires de la base du Nord de Maridi, Maridi, novembre 2020.
40. Entretiens avec plusieurs commandants de brigades et des membres de l'administration rebelle, Maridi et Yambio, novembre 2020.
41. Entretien avec Harry, un des responsables du renseignement militaire dans la zone de Mundri Ouest, Yambio, décembre 2020.

niveau des commandants, ces derniers n'eurent l'occasion de se déplacer entre les différentes brigades et de rencontrer les différentes forces engagées que de manière anecdotique[42].

Par ailleurs, cette absence de soutien et de ressources nourrit une certaine amertume chez les combattant·e·s et les dirigeant·e·s des groupes basés en Équatoria-Occidental vis-à-vis des cadres nationaux du SPLM-IO. Cette situation de précarité contribua à la défection de nombreuses personnes, comme pour Blake, un des commandants qui quitta le SPLM-IO fin 2016 :

> « Il [Riek Machar] nous a trompés, il a promis qu'il ferait de son mieux pour nos forces, en se procurant des armes, etc. Mais au final, il n'y a pas une seule arme envoyée à l'État ici […]. Il n'y a pas de logistique adéquate, pas de nourriture, pas d'armes, rien… Pourquoi tu voudrais rester en forêt [dans la rébellion][43] ? »

Entre 2017 et 2018, selon ce dernier, 2 000 combattant·e·s du secteur auraient quitté les rangs de l'IO, un peu moins de la moitié aurait par la suite été réintégrée au sein des forces gouvernementales tandis que le reste aurait renoncé à un travail militaire[44].

Cette sous-dotation structurelle du mouvement faisait de l'engagement dans la rébellion un combat particulièrement sacrificiel. Les combattant·e·s et les membres des institutions rebelles ne recevaient ni salaires, ni compensations financières. Alors même que beaucoup souhaitaient trouver de quoi aider leurs familles, il était généralement impossible de le faire en dehors de périodes de grande accalmie lors desquelles des permissions pouvaient être négociées pour aller cultiver et aider leur foyer. Les principales rétributions étaient surtout hypothétiques, conditionnées à la fin de la guerre et à une potentielle intégration au sein de l'État. Pour la majorité des combattant·e·s et des leaders des mouvements en Équatoria-Occidental, la rébellion ne fut pas un lieu d'accumulation, certain·e·s considérant même avoir été déclassé·e·s. Même si certain·e·s purent, à partir de la signature des accords de paix, commencer à accéder à de nouvelles ressources au travers des comités et des commissions établies, ces heureux·ses élu·e·s furent très peu nombreux·ses.

Une dépendance renforcée au territoire

Finalement, cette absence de soutien matériel et financier de la part du mouvement national rendit les brigades et les bataillons de l'opposition entièrement dépendants des ressources du territoire occupé afin d'assurer leur survie

42. Entretiens avec plusieurs commandants de brigades et des membres de l'administration rebelle, Yambio, novembre-décembre 2020, et Maridi, novembre 2020.
43. Entretien avec Blake, Yambio, janvier 2018.
44. *Ibid*.

matérielle[45]. Au départ, quand cela fut possible pour elles, les organisations rebelles établirent des zones d'agriculture pour leurs forces, sur des terres que les chef·fe·s de village leur avaient octroyées. Ce système permettait aux groupes d'être autosuffisants sur le plan alimentaire, comme me l'explique Lyn, *commissioner* pour l'IO, citée précédemment :

> « Chaque brigade devait avoir une unité de production afin qu'ils aient une petite production pour eux. […] Avant que le gouvernement reprenne Medewu, Bangolo, ou ailleurs, comme Kotobi, Gullu, on n'avait pas de problème, on n'avait pas faim. On pouvait cultiver et se nourrir de cette production[46] ! »

Ces unités de production furent mises en place au moment où les hostilités restaient de faible intensité ou étaient suspendues en raison des négociations. Or la reprise des opérations de contre-insurrection à partir de l'été 2016 rendit impossible leur maintien. Dès lors, l'apport en vivres dépendit désormais exclusivement des contributions des habitant·e·s, comme l'explique Osman, commandant d'un bataillon du SPLM-IO : « Tu vois les civils ils ont mené un dur combat, c'est eux qui travaillaient et faisaient tout pour qu'on ait aussi quelque chose à manger avant de repartir au front[47]. »

En effet, quel que soit le groupe de l'opposition, tous mirent en place un système de contributions/réquisitions auquel l'ensemble des habitant·e·s de ces territoires devaient participer, selon les ressources qui étaient disponibles – bétail, farine, céréales ou légumineuses.

Comme l'explique Lyn, qui, en tant que *commissioner*, eut la responsabilité de mettre en place ces systèmes, la pratique de la taxation n'a pas été systématisée, « nos taxes se limitaient à des contributions alimentaires, en prenant en compte la vulnérabilité des gens. Seulement les gens en capacité pouvaient être requis de donner[48] ». La levée de taxes resta ponctuelle et ciblait surtout les commerçant·e·s et les voyageur·se·s sur les routes. Au cours du conflit, un système d'amendes vit le jour, permettant au groupe de récolter des ressources supplémentaires. Pour un déplacement non autorisé, une contribution non donnée, un tapage nocturne, les autorités rebelles pouvaient exiger des montants relativement importants. Les sommes demandées étaient jugées excessives et extravagantes par les habitant·e·s qui y voyaient seulement un mode d'extorsion, ce que reconnaissaient volontiers certain·e·s soldat·e·s de l'opposition, qui considéraient que ces sanctions étaient « insensées » et délégitimaient le mouvement[49]. Les chef·fe·s qui étaient resté·e·s dans les zones contrôlées par la rébellion occupaient une place centrale dans la

45. Une situation également relevée dans d'autres régions contrôlées par le SPLM-IO. Voir N. Kindersley et Ø. H. Rolandsen, « Civil War on a Shoestring: Rebellion in South Sudan's Equatoria Region », *Civil Wars*, vol. 19, n° 3, 2017, p. 308-324.
46. Entretien avec Lyn, *commissioner* pour l'IO, Mundri, janvier 2019.
47. Entretien avec Osman, commandant d'un bataillon du SPLM-IO, Mundri, octobre 2019.
48. Entretien, avec Lyn, *commissioner* pour l'IO, Mundri, janvier 2019.
49. Entretien avec des soldat·e·s de l'opposition, Juba, novembre 2021.

mise en place de ces systèmes, et étaient désormais chargé·e·s de prélever cette mise à contribution plus ou moins contrainte et acceptée, ainsi que du recrutement ponctuel de forces militaires supplémentaires, mettant ainsi en jeu leur propre légitimité.

Ces différentes formes de contribution représentaient l'essentiel des ressources auxquelles avaient accès ces rébellions pour leur survie matérielle, car elles n'étaient pas parvenues à se constituer une activité économique ou une rente distincte au sein des territoires qu'elles occupaient. Ce fut seulement dans l'ouest de la région d'Équatoria-Occidental que certaines brigades IO réussirent à mettre en place un marché de contrebande autour du bois de tek[50]. Les autres groupes ne parvinrent pas à valoriser et à vendre les ressources locales à leur disposition, comme l'explique Harry :

> « Il y a beaucoup de choses dans nos territoires, or, bois, diamants… On avait l'idée mais on ne l'a pas fait. On n'était pas assez stabilisés dans un territoire pour le faire. Aussi, on n'avait pas assez de matériel pour ça. On n'avait pas de routes non plus pour commercer des choses comme le bois. On n'avait aucun moyen de faire le lien entre la forêt et la ville[51]. »

Finalement, sans canaux pérennes d'approvisionnement, sans source de revenus ou de financement provenant du mouvement national, la survie des groupes de rébellion dépendait exclusivement du soutien matériel des habitant·e·s de ces territoires et des chefferies qui organisaient la mise en place de ces contributions. Cette dépendance vis-à-vis des populations locales accentua leur territorialisation, toute sortie du territoire mettant en péril la survie de l'organisation.

Une rébellion encastrée, un ordre social préservé

Au-delà de leur dépendance matérielle, les groupes de l'opposition entretenaient une relation de proximité assez étroite avec les habitant·e·s des territoires qu'ils occupaient. Il y avait de fait un haut degré d'interconnaissance entre membres de ces groupes de rébellion et les habitant·e·s de Mundri et de Maridi. Les combattant·e·s agissaient dans un espace d'interconnaissance, c'est-à-dire un espace local non anonyme au sein duquel, même si l'on ne connaît pas tout le monde, « il y a de grandes chances d'y croiser des personnes appartenant à d'autres sphères de vie et d'être reconnu par elles[52] ». Alors que l'intégration au

50. Ce commerce fut d'ailleurs documenté par le panel des experts de l'ONU en avril 2019, voir Letter Dated 9 April 2019, from the Panel of Experts on South Sudan Addressed to the President of the Security Council [en ligne], S/2019/301, avril 2019, <https://www.securitycouncilreport.org/un_documents_type/sanctions-committee-documents/?ctype=South%20Sudan&cbtype=south-sudan>, consulté le 24 mars 2024.
51. Entretien avec Harry, un des responsables du renseignement militaire dans la zone de Mundri Ouest, Yambio, décembre 2020.
52. Q. Schnapper, « L'économie symbolique du capital d'autochtonie… », art. cité.

sein de réseaux sociaux localisés est souvent considérée comme un élément clé pour une implantation politique réussie, dans cette partie, je souhaite revenir plus précisément sur la construction et la mobilisation d'un capital d'autochtonie par les membres de ces mouvements et les effets qu'un tel encastrement peut avoir sur les formes d'organisation.

La force des réseaux et de l'interconnaissance, de la mobilisation à la protection

L'inscription territoriale au sein de zones connues par les rebelles se traduisit pour les combattant·e·s par un fort sentiment de familiarité, se sentant dans ces espaces chez elles et eux auprès de populations qui les percevaient avant tout comme leurs « enfants » avant de les définir comme des rebelles[53]. Le capital d'autochtonie dont bénéficiaient les combattant·e·s constitua un instrument efficace pour la formation et la sécurisation du groupe, aussi bien durant la phase de mobilisation clandestine que par la suite.

Tout d'abord, force est de constater que, dans cette première phase de construction du mouvement, les personnes à l'initiative de la mobilisation firent toutes appel à un premier cercle de parents et de pairs. Cela permettait d'assurer la sécurité du groupe et de limiter les risques de dénonciation, notamment lorsque les groupes étaient encore dans la clandestinité[54]. Autour de Maridi, le premier noyau dur des personnes mobilisées se constitua systématiquement autour du réseau de parenté des initiateurs de ces mouvements, allant de leur fratrie à leurs cousin·e·s proches. Dans le sud de la ville, la mobilisation s'organisa en 2014 et 2015 autour de Charles Badegbere[55], dont la majorité du cercle familial proche – fils, frères, cousin·e·s, neveux et nièces – rejoignit la mobilisation[56]. La mobilisation s'étendit au sein des villages dont ces dernier·ère·s étaient issu·e·s. Au nord de Maridi, la première personne qui vint de Juba pour entamer la mobilisation, au début de l'année 2014, entra directement en relation avec son cousin, qui habitait le quartier où se trouvait leur maison familiale. L'ensemble du travail de mobilisation fut par la suite coordonné par ce cousin et son oncle maternel qui, après avoir fait défection de l'armée, fit également appel à un autre oncle. À eux quatre, ils formèrent un premier noyau qui s'étendit par la suite aux personnes

53. Une « familialisation » similaire des relations de pouvoir entre groupes rebelles et populations civiles est observée en République démocratique du Congo par K. Hoffmann et J. Verweijen, « Rebel Rule: A Governmentality Perspective », *African Affairs*, vol. 118, n° 471, 2019, p. 352-374.
54. Le réseau familial, perçu et utilisé par les groupes armés comme un moyen de cooptation efficace et sécurisant, produit en retour un recrutement endogène et une structure relativement fermée. Voir A. Philippe, « Réseaux clandestins et mouvements armés », *Cahiers des Amériques latines*, n° 51-52, 2006, p. 91-102.
55. Charles Badegbere fut l'initiateur d'une mobilisation contre le bétail en 2002 et le représentant des groupes *Katiba Danga* à partir de 2008 dans la région de Maridi.
56. Entretien avec le fils de Charles Badegbere, Juba, septembre 2017.

résidant dans leurs quartiers et aux personnes installées dans les villages du nord de la ville dans lesquels ils avaient également des proches. Il n'est donc pas anodin que les premières bases arrière, camps d'entraînement et foyers de mobilisation de ces groupes soient situés au sein ou autour des villages natals de ces leaders. Si le premier cercle de mobilisé·e·s est par la suite élargi à un cercle plus éloigné, les personnes ciblées demeurent toutes ancrées dans des réseaux de connaissance et de solidarité préexistant. Ainsi, ce fut successivement des cercles familiaux, de pairs, puis de connaissances éloignées, qui partageaient *a minima* une appartenance résidentielle ou territoriale commune, qui furent mobilisés. Force est de constater que les chefs locaux qui appartenaient à ces réseaux et territoires jouèrent un rôle primordial dans la mobilisation des groupes et leur maintien dans la clandestinité, comme me le raconte David qui participa à l'installation d'un camp d'entraînement clandestin entre Maridi et Yambio en 2014 : « Les chefs ont accepté [d'accueillir les groupes], ils les ont protégés et ont caché leur présence dans la zone[57]. » Cette alliance avec les chefferies allait de soi pour beaucoup de commandants de l'opposition qui considéraient les chefs en charge des territoires qu'ils occupaient comme de nécessaires alliés politiques[58].

Par ailleurs, les réseaux familiaux et villageois sur lesquels les leaders de ces mobilisations s'appuient ont tendance à se recouper. En effet, la majorité des personnes habitent dans leur village familial d'origine ou dans une zone proche. En mobilisant les populations de leur village d'origine, les responsables des mouvements se retrouvèrent souvent dans une situation qui les amena à mobiliser des proches. Ce double ancrage familial et territorial recoupait aussi une appartenance ethnique, parfois clanique[59], commune, ainsi qu'une certaine ancienneté territoriale. Bien que ce ne fût pas un critère de mobilisation officiel ou recherché, le partage de cette autochtonie entre les membres du mouvement et la population de ces territoires contribua à légitimer davantage le groupe, en facilitant la création d'un cadre de références commun.

En outre, une fois les mouvements constitués, cet ancrage social territorialisé permit de sécuriser davantage les groupes, comme l'explique Harry, pour qui cette interconnaissance était un atout :

> « S'il vient à manquer quoi que ce soit, il est plus facile pour les gens de la localité de se procurer ces aides et ces soutiens. Si ce sont leurs enfants qui sont en besoin, les gens vont

57. Entretien avec David, un des responsables du Remnasa à Maridi, Juba, décembre 2020.
58. Entretiens avec des commandants de l'opposition, Yambio et Maridi, novembre 2020. Cette situation diffère d'autres conflits dans lesquels les rébellions contestèrent dès le départ l'autorité des chefferies en place, comme ce fut le cas par exemple en Sierra Leone. Voir P. Richards, *Fighting for the Rainforest: War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Oxford, James Currey, 1996.
59. Certains groupes ethnolinguistiques présents dans la région sont aussi subdivisés en clans. Ces clans correspondent à des lignages familiaux et des ancrages territoriaux distincts qui peuvent également être associés à un statut et à des ressources symboliques différents au sein du groupe ethnique.

plus facilement aider. Ils auront moins peur […]. Aussi les civils vont pouvoir aider à obtenir des informations et ne pas vous vendre au gouvernement. Vous êtes des leurs, ils ne vont pas vous trahir[60]. »

En effet, le capital social détenu par les combattant·e·s fut le premier moyen mobilisé pour se protéger face aux potentiel·le·s informateur·rice·s du gouvernement. Au-delà d'une collaboration directe des habitant·e·s, les membres des groupes, connaissant toujours de près ou de loin la population vivant dans les zones administrées par la rébellion, pouvaient généralement situer les personnes rencontrées à l'aune de leur ancrage familial, territorial et professionnel respectif. L'interconnaissance et le capital social détenu par les membres de l'opposition étaient les premières ressources sur lesquelles s'appuyer lors de contrôles, d'interrogatoires ou d'arrestations[61].

Ce degré d'interconnaissance entre forces de l'opposition et habitant·e·s constitua une ressource précieuse pour les groupes de la rébellion afin de mobiliser et de garantir leur sécurité. Le capital social était un outil redoutable d'enquête et de dévoilement, permettant de démasquer et de prévenir la venue de potentiel·le·s ennemi·e·s. Cependant, si, comme Harry, les forces de l'opposition mettaient surtout l'accent dans leurs discours sur la participation consentie de la population et sur cette légitimité naturelle dont bénéficiaient ces « enfants du pays[62] », ce soutien n'était pas dénué de toute contrainte. Les habitant·e·s comme les chefferies n'avaient pas la possibilité de rester dans la zone contrôlée par l'opposition ou de s'y rendre sans contribuer et se soumettre aux régulations imposées.

Une expérience dans la rébellion faiblement transformatrice

Alors que l'engagement au sein d'un groupe armé peut se traduire par une intégration au sein d'un environnement social nouveau, l'adoption d'autres modes de vie, l'acquisition de nouveaux capitaux et même d'une nouvelle identité[63], l'expérience vécue au sein des mouvements de rébellion en Équatoria-Occidental semble tout à fait différente. L'engagement au sein de la rébellion représentait une rupture assez minime pour les combattant·e·s et le type d'organisation adopté par les groupes rebelles s'inscrivait dans la continuité de socialisations passées et des normes sociales préexistantes.

60. Entretien, avec Harry, un des responsables du renseignement militaire dans la zone de Mundri Ouest, Yambio, décembre 2020.
61. E. Veuillet, « Guerre civile et régimes identitaires : l'ethnicisation du conflit en Équatoria-Occidental (Soudan du Sud) », *Critique internationale*, n° 95, 2022, p. 112-131.
62. N. Renahy, *Les gars du coin…*, *op. cit.*
63. K. Vlassenroot, E. Mudinga et J. Musamba, « Navigating Social Spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern DR Congo », *Journal of Refugee Studies*, vol. 33, n° 4, 2020, p. 834.

Tout d'abord, au regard des parcours des engagé·e·s, force est de constater que la majorité occupait dans la rébellion des positions sociales relativement proches de leur position d'origine. Cette homologie des positions était d'autant plus flagrante pour les postes administratifs, politiques et à haute responsabilité. Pour les premiers échelons administratifs au niveau des villages, d'ancien·e·s administrateur·rice·s et chef·fe·s furent nommé·e·s ou réengagé·e·s. Pour les nouveaux·elles entrant·e·s à ces postes, l'opposition a essentiellement recruté des enseignant·e·s de l'école primaire ou secondaire, d'ancien·ne·s travailleur·se·s dans des ONG, d'ancien·ne·s étudiant·e·s en administration publique ou d'ancien·ne·s membres du parti SPLM – des profils caractérisés par une familiarité avec l'écrit et la bureaucratie, ainsi que par une connaissance des processus décisionnels au sein de l'administration. Là encore, ce recrutement ne différait pas de celui mené par le gouvernement avant la guerre. Du côté militaire, cette continuité entre positions occupées avant puis dans la rébellion est encore plus manifeste. On observe une réaffectation quasi systématique des militaires de carrière aux positions occupées au sein des forces gouvernementales. Cette homologie semble répondre à la volonté de ces groupes de l'opposition de mimer l'État dans leur territoire, principalement pour gagner en légitimité et en reconnaissance.

De plus, l'absence de redéploiement et de brassage avec des forces d'autres sous-régions a contenu les forces dans une sphère sociale homogène au sein de laquelle les combattant·e·s n'ont pas élargi leur capital social. Si les réseaux sociaux au sein desquels les rebelles étaient inséré·e·s avant la guerre ont pu se densifier, ils se sont rarement diversifiés.

Par ailleurs, bien que les combattant·e·s ont tou·te·s été contraint·e·s de quitter leur foyer pour s'établir dans les bases de l'opposition, ces dernier·ère·s ne furent jamais dépaysé·e·s, retrouvant très vite des repères dans l'organisation adoptée par les groupes, quel que soit leur âge ou leur genre. L'organisation de la vie quotidienne des combattant·e·s reprenait en grande partie leurs modes de vie avant leur entrée en rébellion. Durant les temps hors combat, les combattant·e·s étaient d'abord (pré)occupé·e·s par la survie du groupe, menant à cette fin des activités, comme l'agriculture, la collecte sauvage, la pêche et la chasse, qui leur étaient familières. De même, face à l'adversité de leur environnement, beaucoup étaient amené·e·s à remobiliser et à transmettre des savoir-faire et des savoir-être acquis au cours des socialisations passées : se construire un abri avec du bois et des feuillages en pleine jungle, reconnaître les plantes comestibles et médicinales, user de diverses techniques pour allumer un feu. La principale différence semble résider dans ce rapport à l'engagement militaire et dans ce qu'il exige de savoirs militaires et d'intériorisation de normes guerrières. Sur ce point, chasseurs, anciens militaires ou vigilants se distinguaient des femmes.

Enfin, les normes sociales au sein du groupe sont marquées par une très forte continuité. Pour les femmes, l'expérience de la rébellion, qui à plusieurs égards était en décalage avec leur milieu social d'origine, ne représentait pas une rupture complète par rapport à la division genrée du travail et à la logique patriarcale

de la société. Même si elles suivirent le même entraînement que les hommes, les femmes ne furent jamais emmenées en opération, étant cantonnées aux tâches relevant de l'organisation du campement, comme le souligne Emily basée autour de Mundri pendant le conflit : « Si les gens reviennent d'opération ou doivent y aller, il y a un travail de préparation, il faut préparer l'eau, la nourriture. Ils doivent trouver tout prêts quand ils arrivent[64]. » Le fait que les femmes soient contraintes de « rester à la base » et n'aillent pas au combat était imposé et était loin de refléter le désir des combattantes, comme me l'explique Jenty, finalement promue colonel au sein de sa brigade : « Les femmes veulent [combattre], c'est eux qui ne veulent pas que les femmes y aillent. Ils ne veulent pas que les femmes soient là dans les opérations car, pour eux, si quelqu'un est touché ou tué, les femmes vont se mettre à pleurer la personne[65]. » Un stéréotype de genre dont elles ne parvinrent pas à se défaire, comme l'indique Fabiola, capitaine dans une brigade *:* « Je leur ai dit de nous prendre avec eux, qu'on voit comment ça se passe avant de dire que nous, les femmes, on a peur. […] Mais ils ne l'ont jamais fait[66]. »

Les positions occupées par les femmes au sein de la rébellion illustrent parfaitement ce maintien des normes et des hiérarchies sociales passées. Ainsi, le caractère faiblement transformateur de l'expérience en rébellion résulte en grande partie de cette adéquation relativement forte entre les socialisations passées et présentes et de l'inscription des groupes de l'opposition au sein d'un ordre social qu'ils ne cherchent pas à transformer et dont ils reproduisent les logiques de domination préexistantes.

L'ancrage territorial des groupes d'opposition semble avoir été déterminant aussi bien dans la conduite de la guerre que pour la protection et la survie du groupe. Autrement dit, cet ancrage, à travers les ressources qu'il octroyait et les contraintes qu'il imposait, définit très largement la trajectoire prise par les organisations ainsi que l'expérience que les combattant·e·s retirent de leur engagement. Cet ancrage se traduit par un type d'encastrement spécifique qui, non seulement, permet le maintien du groupe, mais favorise également la reproduction de l'ordre social préexistant, aussi bien au sein de leur organisation que dans les territoires qu'ils contrôlent.

Alors que cette forme d'encastrement put ailleurs être un obstacle à l'institutionnalisation et à la sauvegarde du mouvement[67], il fut un atout majeur pour les rébellions en Équatoria-Occidental. L'ancrage territorial et, plus précisément, le capital d'autochtonie que les combattant·e·s et les membres de ces rébellions construisirent à travers lui constitua une ressource centrale, que ce soit pour le

64. Entretien collectif avec plusieurs combattantes sur le site de cantonnement, Maridi, novembre 2021.
65. Entretien avec Jenty, Mundri, octobre 2019.
66. Entretien avec Fabiola, capitaine dans une brigade, Kedi'ba, octobre 2019.
67. D. Chebli, « *Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de révolution* »*…*, *op. cit.*

recrutement, la mobilisation ou la protection de l'organisation – tout du long de la guerre. Ainsi, à travers la trajectoire de ces différents mouvements de rébellion, se distinguent un ancrage territorial ainsi qu'une dynamique autochtone spécifiques. Plus qu'une lecture superficielle en termes identitaires, c'est davantage l'ancrage territorial à partir duquel s'accumulent des ressources d'autochtonie prenant la forme de liens sociaux et d'une interconnaissance territorialisée, où se forge un imaginaire politique partagé, qui permet de comprendre la construction et l'évolution des mouvements.

Enfin, au niveau des combattant·e·s, cet ancrage territorial, associé à et renforcé par un manque critique de ressources, eut pour conséquence d'atténuer la rupture qu'était susceptible de représenter l'engagement dans une rébellion. Les acteur·rice·s se retrouvent au sein d'une configuration sociale et d'un univers de sens familiers dans lesquels une position relativement similaire est occupée, avec des possibilités d'accumulation également limitées.

Par ailleurs, ces différentes conclusions conduisent à interroger l'influence de cet ancrage territorial sur l'agenda politique visé, les revendications portées, les modalités d'action politique choisies et leur transformation ■

Emmanuelle Veuillet
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

Abstract

Integration as a Condition: The Embeddedness and Territorialisation of Armed Opposition Groups in South Sudan

Based on an analysis of the rebel movements established in Western Equatoria since the outbreak of the South Sudanese civil war, this article explores the role played by territorial integration in the trajectories of these armed groups. This article demonstrates how this territorial integration has resulted in a specific form of embeddedness of these armed groups during the course of the war, with the construction, reproduction and mobilisation of particular indigenous resources that are central to the organisation and survival of the rebel movements. This article also shows how this embeddedness encourages the reproduction of the pre-existing social order in both their organisation and the territories they control.